



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS

63 rue d'émerainville
batiment C
Marne-la-Vallée Cedex 2
77420 Champs-sur-Marne

Références : E241754
Code AIOT : 0006502212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement CEMEX GRANULATS implanté LES PASQUIERES 77357001 77970 Pécy. L'inspection a été annoncée le 26/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS
- LES PASQUIERES 77357001 77970 Pécy
- Code AIOT : 0006502212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière est autorisée jusqu'au 30 mars 2027 remise en état comprise. L'extraction du calcaire est aujourd'hui terminée. L'APC de 2019 modifie la remise en état et permet le maintien des installations de traitement au-delà du 30 mars 2027 si elles sont alimentées par une autre carrière à proximité (par exemple la carrière de Vaudoy, autorisée jusqu'en 2047).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3.1.II	Demande d'action corrective	6 mois
2	pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3.1.I	Demande d'action corrective	2 mois
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 28/01/2019, article Chapitre 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Remise en état	AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.4	Demande d'action corrective	3 mois
10	Commission locale de suivi et d'information	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article II.7	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constats suivantes ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Remise en état	AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- l'exploitant doit justifier qu'il a complété les clôtures et que tous les portails sont équipés d'un cadenas ;
- l'exploitant doit justifier qu'il tient à jour la liste des appareils à pression présents sur site telle que prescrite par l'arrêté ministériel du 20/11/2017 ;
- l'exploitant doit s'engager à déplacer le concasseur primaire dans la carrière de Vaudoy -en-Brie et à alimenter les installations de Pécy par bandes transporteuses ;

- l'exploitant doit justifier que les deux canalisations reliant les lagunes à l'étang G sont pourvues de clapets anti-retour ;
- l'exploitant doit justifier que la pompe n'est plus dans l'étang G.
- remplacer/réparer le local de stockage d'huiles est très vétuste. Son remplacement doit être envisagé à court terme d'autant que les installations de traitement vont se maintenir sur site et être en activité durant l'exploitation de la carrière de Vaudoy-en-Brie laquelle est autorisée jusqu'en 2047 ;
- nettoyer, vidanger toutes les rétentions. Evacuer la cuve d'huile ;
- nettoyer, libérer et agrandir l'aire étanche. Elle doit être réservée aux engins ;
- nettoyer la rétention de la cuve de GNR , remplacer les panneaux de signalisation du danger ;
- supprimer les possibilités d'écoulements vers la fosse d'entretien de véhicules ;
- évacuer le dépôt de déchets brûlés, maintenir propre les abords de la carrière ;
- organiser une commission locale de suivi et d'information.

2-4) Fiches de constats

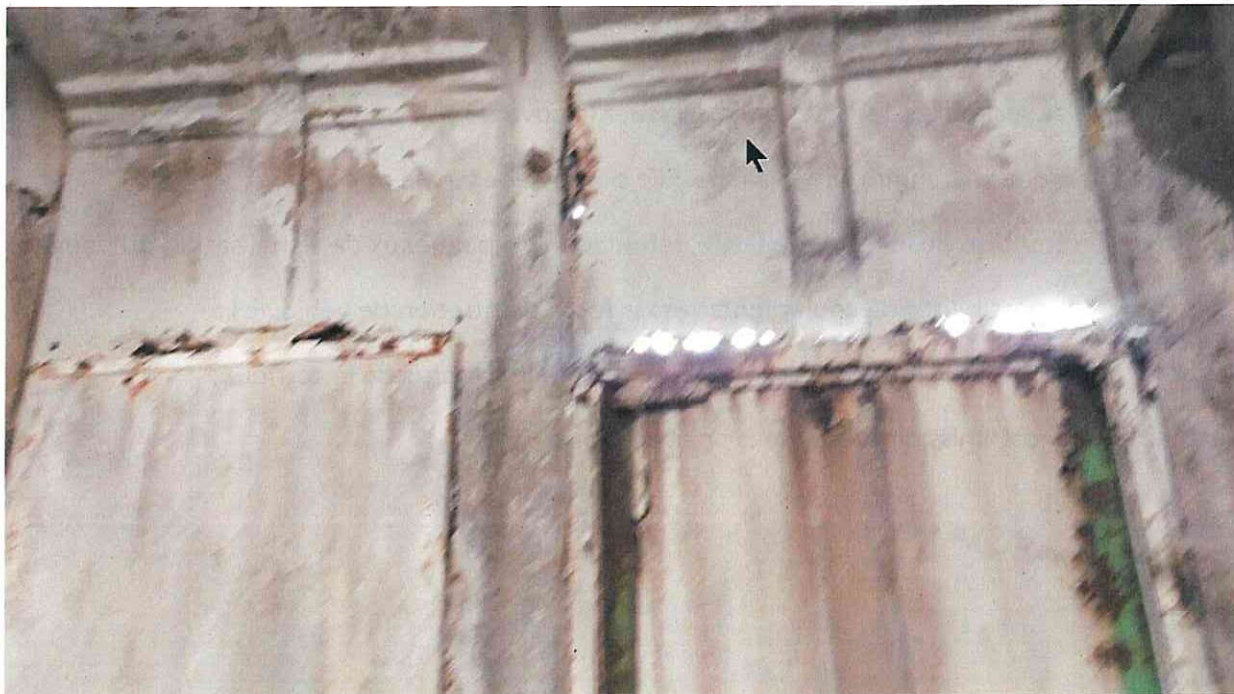
N° 1 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3.1.II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.3.1 - Prévention des pollutions accidentelles</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :</p> <p>II Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>

Constats

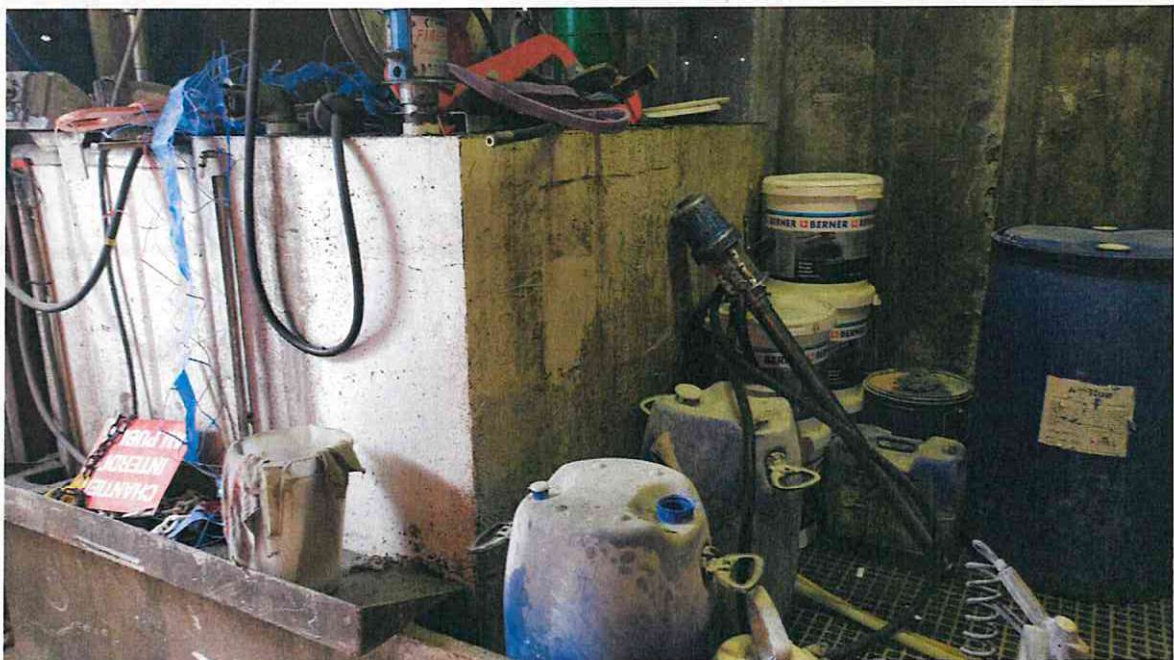
L'inspection rappelle que l'installation et ses annexes sont appelées à se maintenir sur site pour valoriser le gisement de la carrière de VAUDOY-EN-BRIE laquelle est autorisée jusqu'en 2047.

L'inspection constate que le local de stockage d'huile est très vétuste et prend l'eau de toutes parts.





Il existe 3 rétentions portant chacune l'indication de son volume et le nombre de fûts maximal autorisé. Celui-ci est respecté. Toutefois les rétentions nécessitent d'être nettoyées et vidangées. Les bidons vides doivent être évacués. L'exploitant va évacuer la cuve d'huile qu'il n'utilise plus car il achète à présent l'huile en fûts.

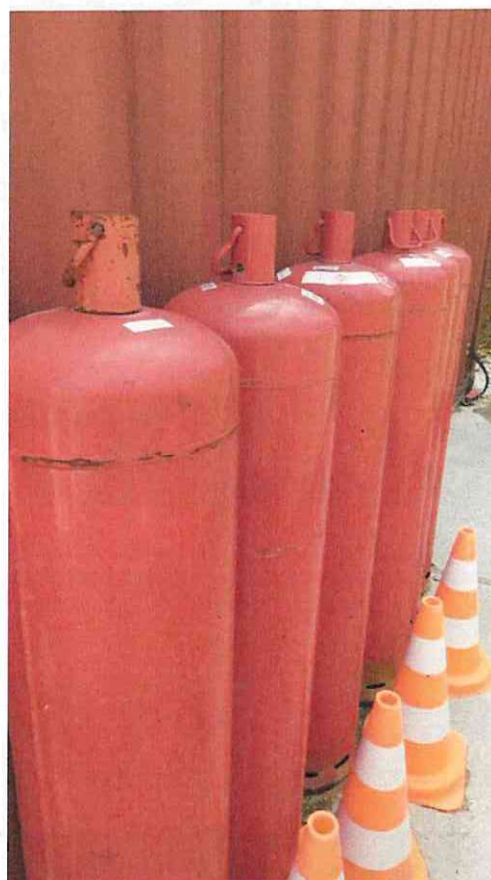






L'inspection remarque la présence dans l'atelier de deux fûts d'huile sur palette, et d'une cuve d'AD Blue hors rétention sur l'aire étanche. L'exploitant a corrigé ces deux non-conformités avant la fin de l'inspection.

L'inspection remarque la présence de bouteilles propane en dehors de locaux. L'exploitant déclare que ces bouteilles appartiennent à un soustraitant et qu'elles sont vides.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le Local de stockage d'huiles est très vétuste. Son remplacement doit être envisagé à court terme d'autant que les installations de traitement vont se maintenir sur site et être en activité durant l'exploitation de la carrière de Vaudoy-en-Brie laquelle est autorisée jusqu'en 2047.

Les rétentions nécessitent d'être nettoyées et vidangées.

L'exploitant s'est engagé à évacuer la cuve d'huile qu'il n'utilise plus car il achète à présent l'huile en fûts.

L'exploitant s'engage à faire reprendre les bouteilles de propane par le sous-traitant qui les a laissées

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.31.I

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollution accidentelles

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

En particulier:

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée.

Constats :

- Aire étanche :

L'aire étanche est présente, mais elle est occupée par divers matériels ce qui ne permet pas le stationnement de tous les engins.







L'aire étanche doit être nettoyée.

La rétention de la cuve de GNR est sale, le flexible pend en dehors de la rétention, les panneaux de signalisation de sécurité ont perdu leurs couleurs.





- Atelier :

L'atelier prend l'eau. Une rigole est présente dans l'atelier, celle-ci amène l'eau qui ruisselle sur le sol vers la fosse mécanique pouvant entraîner la salissure suspecte au sol. L'exploitant n'a pas été en mesure d'ouvrir la fosse pour observer le fond de celle-ci.

L'exploitant utilise finalement un absorbant pour contenir la tache.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'aire étanche doit être réservée aux engins et doit être nettoyée. Elle doit être complétée au niveau du poste de ravitaillement.

La rétention de la cuve de GNR doit être nettoyée, les panneaux de signalisation du danger doivent être remplacés.

L'exploitant doit supprimer les possibilités d'écoulements vers la fosse d'entretien de véhicules.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.2.I

Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site est maintenu propre.

Les installations sont entretenues en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Constats :

L'installation constate le mauvais état du local de stockage d'huiles.

L'inspection constate la présence d'un dépôt de déchets avec des signes de brûlage à l'air libre à proximité immédiate de l'un des accès (absence de clôture) de la carrière



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- évacuer le dépôt de déchets brûlés, maintenir propre les abords de la carrière ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.18

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé.

En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent empêche l'accès aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation.

Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le chemin d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.

Constats :

Les constats concernent les abords de l'Etang G (zone dangereuse). Les autres accès n'ont pas été examinés lors de la visite sur le terrain.

L'inspection constate que les accès ne sont ni interdits ni contrôlés.

L'inspection constate qu'il manque des clôtures et un portail pour compléter l'obstacle constitué de blocs



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter les clôtures et les portails et les équiper d'une serrure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.

Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'inspection constate la présence d'un compresseur d'air fixe équipé d'une cuve de 500 litres avec une pression de service de 11 bar.

L'inspection demande à l'exploitant la liste des appareils à pression du site ainsi que les documents concernant cet appareil.

L'exploitant ne dispose pas d'une liste des appareils à pression présents sur son site et n'a pas de document concernant ce compresseur.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2019, article Chapitre 2

Thème(s) : Autre, Date de fin d'extraction

Prescription contrôlée :

L'extraction de calcaires est prévue jusqu'au 31 mars 2025.

Constats :

L'extraction est terminée. La remise en état se poursuit.

Le concasseur est dans l'emprise CEMEX, il reçoit des matériaux de la carrière de Vaudoy-en-Brie par tombereaux.

Ce n'est pas ce qui est prévu.

Le concasseur mobile doit être déplacé pour être installé dans la carrière de Vaudoy-en-Brie, et les installations de la carrière de Pécy doivent être alimentées par bandes transporteuses.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.2.1
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'exploitation et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté. Il existe deux possibilités : <ul style="list-style-type: none"> • plan de remise en état n° 1 : remise en état totale du site avec démantèlement des installations et toutes ses annexes dans le délai de 20 ans. La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation. Le traitement de matériaux commercialisables doit cesser à une date compatible avec le délai nécessaire à l'exécution des travaux de remise en état finale du site par rapport à cette échéance. Ou • plan de remise en état n° 2 : remise en état du site avec maintien de l'activité « traitement de matériaux » au-delà de la durée de 20 ans sur l'emprise définie à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007. La remise en état de l'emprise des installations de traitement nécessite la conservation intégrale des stocks de terres et stériles présents sur ce plan n° 2 et aucun apport de matériaux extérieurs, in fine, l'ensemble du site est restitué conformément au plan n° 1.
Constats : Les installations de traitement vont continuer d'être alimentées par la carrière de Vaudoy-en-Brie autorisée jusqu'en 2047, c'est le cas « plan de remise en état n°2 » qui s'applique. La remise en état de la carrière doit être réalisée dans les délais de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007. La remise en état de la plate-forme de traitement est différée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.2.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état finale du site comprend notamment dans tous les cas : <ul style="list-style-type: none"> • la mise en sécurité des fronts d'exploitation, le démontage des installations, • le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les installations, infrastructures et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, • l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure des sites, • le décapage sélectif et la conservation des terres végétales, • la conservation sur place des terres et stériles de découverte,

- le remblaiement à l'aide des stériles issus du site et de matériaux extérieurs inertes dans les conditions de l'article 4.3,
- la restitution d'une surface maximale pour un usage agricole avec drainage des parcelles concernées. Le régalage des terres végétales, en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de « mouillères ». À l'automne suivant la remise en place des terres, l'exploitant procède à un semis de graminées (ray-grass, fétuque...) ou de légumineuses (luzerne, trèfle...) qui sont enfouies au printemps avant le premier semis agricole productif.
Après enfouissement, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse agropédologique, à raison d'un prélèvement pour 5 hectares sur les trois horizons suivants : 0/30 cm, 30/60 cm, 60/90 cm,
- la mise en place d'un réseau de drainage à 0,70 m sous le niveau du sol dans les règles de l'art,
- l'achèvement des plantations pour l'intégration paysagère. Les talus réalisés respectent le plan de remise en état joint en annexe,
- la création d'une première zone de lagunage d'ores et déjà opérationnelle et d'une deuxième zone de lagunage créée en fin d'extraction de la phase B opérationnelle dès le début de la phase D (cf schéma de principe page 236 de l'étude d'impact). Elles sont entretenues aussi fréquemment que nécessaire et juste avant la déclaration de fin de travaux (faucardage tous les ans, curage dès que nécessaire).
- la création d'un plan d'eau d'une surface d'environ 8 ha dont 4 ha environ de hauts fonds. Le profil des berges est strictement conforme aux plans et coupes annexés au présent arrêté. Le plan d'eau est écrêté (buse + système anti-retour) à la cote 111,2 m vers le ru du Réveillon.
- les chemins sont restitués dans leur emprise initiale.

Constats :

L'extraction est terminée et il n'y a plus de fronts.

La remise en état se poursuit par l'agrandissement du plan d'eau G et la réalisation des deux lagunes.

L'exploitant doit justifier que les deux canalisations reliant les lagunes à l'atang G sont pourvues clapets anti-retour.

Le rejet d'eau, du bassin G vers le ru du Réveillon n'est possible que dans des cas très exceptionnels. La pompe ne doit donc pas être présente en permanence.

L'exploitant expose que le réseau de drainage est en cours de définition avec les parties prenantes (propriétaire/ exploitant agricole).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.4

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

- I- L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières
- II- Les dispositifs de limitation d'émission de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement et transport des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Constats : En sortie d'installation de traitement, les jetées de matériaux génèrent de grands panaches de poussières. Les installations ne sont pas équipées de dispositifs de limitation d'émission de poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit équiper les installations de dispositifs de limitation d'émission de poussières
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Commission locale de suivi et d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.4
Thème(s) : Autre Commission locale de suivi et d'information
Prescription contrôlée : Une commission locale de suivi et d'information est mise en place à l'initiative de l'exploitant dans l'année de la notification du présent arrêté.
Constats : L'inspection constate qu'il n'y a pas eu de commission locale de suivi et d'information depuis juin 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : l'exploitant doit rapidement organiser une commission locale de suivi et d'information
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois